



**PRÉFET  
DE LA MEUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
Division de Bar le Duc  
14 Rue Antoine Durenne  
55013 BAR LE DUC

Bar le Duc, le 22/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EDF - Direction de l'Unité de Logistique et Maintenance**

253, boulevard de Leeds  
59049  
59000 Lille

Références : 341-2024/PaD  
Code AIOT : 0006208472

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2024 dans l'établissement EDF - Direction de l'Unité de Logistique et Maintenance implanté Allée Blaise Pascal ZI de la Praye 55500 Velaines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a porté sur les non-conformités foudre mise en évidence lors de la visite en 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDF - Direction de l'Unité de Logistique et Maintenance
- Allée Blaise Pascal ZI de la Praye 55500 Velaines
- Code AIOT : 0006208472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EDF DPNT exploite un entrepôt de stockage de 1 094 322 m<sup>3</sup>, autorisé par l'arrêté préfectoral 2016-1522 du 8 juillet 2016, de pièces froides pour la maintenance des centrales

nucléaires. L'arrêté préfectoral a été modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral 2022-2283 du 28 octobre 2022.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Sécurité/sûreté

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en demeure Foudre	Arrêté Préfectoral du 30/08/2023, article 1 <sup>er</sup>	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'importants travaux de mise en conformité et de remise état ont été effectués sur les dispositions de protection contre la foudre ; Ceux-ci répondent à l'ensemble des non-conformités soulevées dans le rapport du bureau d'étude de mai 2022, ces non-conformités ayant justifié l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mise en demeure Foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/08/2023, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Autre, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société EDF est mise en demeure (...) de respecter les dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en remettant en état son installation de protection contre la foudre.
<b>Constats :</b>  Le rapport du bureau d'études concernant la vérification complète foudre du 18 mai 2022 mettait en évidence plusieurs non-conformités et avis suspendus par manque d'informations disponibles. La société EDF a fait procéder à une Étude Technique Foudre, le rapport du bureau d'études en date du 14 novembre 2023 conclut en la présence de 47 non-conformités. Les travaux ont été effectués, la société EDF a remis à l'inspection lors de la visite, un document « accompagnement technique foudre » établi par un bureau d'études compétent, en date du 10 juin 2024. Celui-ci conclut que les 47 non-conformités ont été levées entre le 07/02/24 et le 27/05/2024. Une visite de quelques équipements a été effectuée, elle a permis d'identifier la réalisation de travaux de mise à la terre notamment (centrale sprinklage, bâtiment ESD...).  L'exploitant a indiqué faire réaliser, le lendemain de la visite d'inspection, une nouvelle Étude complète foudre. Celle-ci est à transmettre à l'inspection dans un délai de deux mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure